

La collection
Histoire et civilisations
est dirigée par
Michel Leymarie

Cet ouvrage est publié après l'expertise éditoriale du comité
Temps, Espace et Société composé de :

Frédéric Attal, Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis
Xavier Boniface, Université de Picardie - Jules Verne
Alban Gautier, Université du Littoral Côte d'Opale
Jean Heuclin, Université Catholique de Lille
Hervé Leuwers, Université de Lille Sciences humaines et sociales
Michel Leymarie (coordinateur), Université de Lille Sciences humaines et sociales
Arthur Muller, Université de Lille Sciences humaines et sociales
Chantal Petillon, Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis
Judith Rainhorn, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
François Robichon, Université de Lille Sciences humaines et sociales
Emmanuelle Santinelli, Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis
Arnaud Timbert, Université de Picardie - Jules Verne
Béatrice Touchelay, Université de Lille Sciences humaines et sociales
Jérôme Vaillant, Université de Lille Sciences humaines et sociales

James Connolly,
Emmanuel Debruyne,
Élise Julien,
Matthias Meirlaen
(dir.)

En territoire ennemi

Expériences d'occupation, transferts, héritages (1914-1949)

Publié avec le soutien
du Conseil Régional des Hauts-de-France
et de l'Institut de Recherches Historiques du Septentrion (IRHiS - UMR 8529)

Dernières parutions dans la collection :

• **L'orchestration de la mort**

Les funérailles, des temps modernes
à l'époque contemporaine

E. Belmas, S. Nonnis-Vigilante (dir.), 2017.

• **Un exercice de diplomatie chez l'ennemi**

L'ambassade de France à Berlin, 1871-1933
M. Aballéa, 2017.

• **Sel et société**

Tome 1 : Techniques, usages, langage
*C. Hoët-van-Cauwenberghe, A. Masse,
G. Prilaux (dir.), 2017.*

• **Les hôpitaux généraux du Nord
au siècle des Lumières (1737-1789)**

O. Ryckebusch, 2017.

Presses Universitaires du Septentrion

www.septentrion.com

2018

Les Presses Universitaires du Septentrion
sont une association de cinq universités :

- Université de Lille,
- Université du Littoral – Côte d'Opale,
- Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis,
- Université Catholique de Lille,
- Université Picardie Jules-Verne.

La politique éditoriale est conçue dans les comités éditoriaux.
Cinq comités et la collection « Les savoirs mieux de Septentrion »
couvrent les grands champs disciplinaires suivants :

- Acquisition et Transmission des Savoirs,
- Arts et Littératures,
- Savoirs et Systèmes de Pensée,
- Temps, Espace et Société,
- Sciences Sociales.

Publié avec le soutien
de la Communauté d'universités et d'établissements Lille Nord de France
et de la Région Hauts-de-France.

© Presses Universitaires du Septentrion, 2018
www.septentrion.com
Villeneuve d'Ascq
France

Toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, de la présente publication, faite sans l'autorisation de l'éditeur est illicite (article L. 122-4 du Code de la propriété intellectuelle) et constitue une contrefaçon. L'autorisation d'effectuer des reproductions par reprographie doit être obtenue auprès du Centre Français d'Exploitation du Droit de Copie (CFC) 20 rue des Grands-Augustins à Paris.

ISBN : 978-2-7574-1924-3
ISSN : 1284-5655
Livre imprimé en France

Table des matières

Préface	9
<i>Sophie De Schaepdrijver</i>	

Introduction : les occupations de la Grande Guerre et leurs héritières, 1914-1949	15
<i>James Connolly, Emmanuel Debruyne, Élise Julien, Matthias Meirlaen</i>	

Partie I :

Expériences d'occupations

lors de la Première Guerre mondiale sur le front Ouest

Préambule 1 – Occupation et rapprochements avec l'ennemi	25
<i>Annette Becker, Emmanuel Debruyne</i>	
Attentes et stratégies des plaignants dans les affaires de dénonciation à l'ennemi (Anvers, 1918-1921)	29
<i>Gertjan Leenders</i>	
À contre-courant : les agents du contre-espionnage allemand en Belgique occupée durant la Première Guerre mondiale	41
<i>Mélanie Bost, Élise Rezsöbazy</i>	
L'épuration des bourgmestres belges après la Première Guerre mondiale (1918-1921)	53
<i>Jan Naert</i>	
Préambule 2 – Les sociétés occupées : de l'expérience à la mémoire.....	69
<i>Élise Julien, Philippe Nivet</i>	
Peut-on faire une lecture sociale de l'expérience d'occupation ?	73
<i>Philippe Salson</i>	
Les normes de conduite en Belgique occupée.....	87
<i>Antoon Vrints</i>	

Les traces mémorielles de l'occupation 1914-1918 dans trois villes belges : Bruxelles, Anvers et Liège	99
<i>Laurence van Ypersele, Karla Vanraepenbusch</i>	
Une mémoire difficile : commémorer la Grande Guerre dans le Nord et le Pas-de-Calais occupés	113
<i>Matthias Meirlaen</i>	

Partie II :

Occupations et transferts d'expérience : d'un front à l'autre, d'une guerre à l'autre

Préambule 3 – D'une guerre mondiale à l'autre, quelles leçons pour les occupants et les occupés ?	125
<i>Matthias Meirlaen</i>	
Des « Streifkorps » au « Werwolf » ? Arthur Ehrhardt et le transfert diachronique des savoirs austro-hongrois en matière de contre-insurrection	129
<i>Heiko Brendel</i>	
Écrire l'histoire comme pratique d'occupation : l'administration militaire allemande en Belgique d'une occupation à l'autre	141
<i>Marnix Beyen, Svenja Weers</i>	
Les expériences belges d'occupation autour de la Grande Guerre : quelle mobilisation du Règlement de La Haye ?	153
<i>Thomas Graditzky</i>	
Du patriotisme à l'accommodation : autorités locales et occupations à Bruxelles... ..	165
<i>Chantal Kesteloot, Bénédicte Rochet</i>	
Préambule 4 – Regards croisés sur le traitement des occupés et les renversements d'occupations	175
<i>James Connolly</i>	
Entre mépris et génocide : soldats allemands et Juifs d'Europe de l'Est pendant les deux guerres mondiales	179
<i>Leonid Rein</i>	
Contre « l'ennemi à l'arrière » : la répression allemande en Europe occupée, 1939-1945	193
<i>Barbara Lambauer</i>	
La juste sévérité : pacifier la zone française en Allemagne occupée, 1945-1949	205
<i>Drew Flanagan</i>	
Conclusion	217
<i>James Connolly, Emmanuel Debruyne, Élise Julien, Matthias Meirlaen</i>	
Présentation des auteurs.e.s	221
Index des noms de lieux et des noms de personnes	227

Préface

Sophie De Schaepdrijver

Les deux guerres mondiales en Europe furent les théâtres d'invasions elles-mêmes suivies d'occupations ennemies. Certaines furent de très courte durée, comme l'occupation de la Prusse orientale par les armées tsaristes en août-septembre 1914. D'autres ont duré le temps d'une guerre, comme l'occupation allemande du Danemark entre 1940 et 1945. D'autres enfin se développèrent après la fin d'une guerre, par exemple l'emprise des alliés occidentaux et de l'Union soviétique sur l'Allemagne. Ces actes de guerre créèrent une constellation de régimes, surimposés à la carte géopolitique de l'Europe. Ainsi, en 1914-1918, les régions périphériques baltes de l'empire russe ainsi qu'une partie de la Pologne russe furent rassemblées en un seul territoire, dénommé *Ober Ost*, administré par les forces allemandes stationnées à l'Est. D'autres régimes divisèrent des territoires nationaux : ainsi, une partie du Midi français se trouva sous occupation italienne pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Certes, l'occupation ennemie a de tout temps accompagné la guerre ; rappelons-nous que l'Ancien Testament évoque les Chaldéens comme un « peuple féroce et déchaîné, qui parcourt les étendues de la terre pour prendre possession des demeures d'autrui »¹. L'occupation peut alors être définie comme une catégorie en soi, ce qui permet de dégager des canevas récurrents à travers les siècles². Toujours est-il que les occupations ne livrent toute leur richesse – si

1.- Livre de Habacuc, Chapitre 1. En 1914, le compositeur irlandais Charles Villiers Stanford met ce texte en musique dans l'hymne « For lo, I Raise Up » (Op. 145), référence à l'invasion de la Belgique et de la France.

2.- Exemples : Alexander Cooley, *Logics of Hierarchy. The Organization of Empires, States, and military Occupations*, Ithaca, Cornell University Press, 2005 ; David Edelstein, *Occupational Hazards: Success and Failure in Military Occupation*, Ithaca, Cornell University Press, 2008 ; Alfons Lammers, *Vreemde overheersing: bezetters en bezetten in sociologisch perspectief*, Amsterdam, Bert Bakker, 2005 ; Karma Nabulsi, *Traditions of War. Occupation, Resistance, and the Law*, Oxford, Oxford University Press, 1999.

ont déjà été l'objet de recherches élaborées, comme la coopération policière⁸ ou les relations intimes⁹. Même la collaboration économique n'a jamais été envisagée que de manière très parcellaire et demeure un domaine largement inexploré. En outre, la question des transferts d'expérience, qui est au centre de la seconde partie de cet ouvrage, peut elle aussi être posée, particulièrement du point de vue des occupants. Confrontés aux avantages et aux difficultés nés des rapprochements avec les populations occupées, des autorités militaires et civiles tenteront d'en tirer des enseignements susceptibles de s'appliquer sur d'autres théâtres d'occupation ou lors de guerres ultérieures. Ainsi, la politique prostitutionnelle de l'armée allemande en pays occupé constitue dans un cas comme dans l'autre un intéressant exemple de ce type de transfert¹⁰.

Les rapprochements entre occupants et occupés au cours de la Grande Guerre constituent donc un champ d'investigation immense. Et, loin de se contenter d'une lecture de la première occupation au prisme des concepts traditionnels issus de la seconde, ces trois chapitres contribuent par les questions qu'ils suscitent à nous amener à repenser les phénomènes d'occupation militaire au XX^e siècle. En ce sens, les occupations de la Grande Guerre constituent bel et bien pour l'historien un « laboratoire » pour envisager le phénomène guerrier au cours du siècle écoulé¹¹.

8.- Benoît Majerus, *Occupations et logiques policières. La police bruxelloise en 1914-1918 et 1940-1945*, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 2007.

9.- Pour un aperçu synthétique : Emmanuel Debruyne, « Les "femmes à Boches" en Belgique et en France occupées, 1914-1918 », *Revue du Nord*, 2014, n° 404-405, p. 157-186.

10.- Maren Röger et Emmanuel Debruyne, « From Control to Terror. German Prostitution Policies in Eastern and Western European Territories during both World Wars », *Gender & History*, 2016, n° 28/3, p. 687-708.

11.- Annette Becker, *Les cicatrices rouges, 14-18. France et Belgique occupées*, Paris, Fayard, 2010, p. 12-14.

Attentes et stratégies des plaignants dans les affaires de dénonciation à l'ennemi (Anvers, 1918-1921)

Gertjan Leenders*

À l'issue de la Première Guerre mondiale, la justice belge entame des poursuites judiciaires pour différentes infractions classées comme « crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'État ». Les accusations envers ceux qui ont collaboré avec l'occupant, communément appelés « les inciviques », sont multiples : espionnage pour l'armée allemande, trafic avec l'ennemi, dénonciation de citoyens à l'ennemi ou encore coopération politique avec l'occupant¹.

La dénonciation à l'ennemi se démarque pour plusieurs raisons. En premier lieu, l'article 121 bis du Code pénal belge, qui fait de la dénonciation à l'ennemi un délit punissable, définit l'infraction comme un acte délictueux qui doit être puni par des peines correctionnelles². Les dénonciateurs sont donc généralement convoqués au tribunal correctionnel de première instance³. Les autres inciviques sont en revanche généralement condamnés par la Cour d'assises, ces infractions étant considérées par la loi comme des crimes politiques. Contrairement

*- La traduction de ce texte depuis l'anglais a été assurée par Élise Julien, avec le soutien de l'Institut d'études avancées de Paris.

1.- Xavier Rousseaux et Laurence van Ypersele (éds), *La Patrie crie vengeance ! La répression des « inciviques » belges au sortir de la guerre 1914-1918*, Bruxelles, Le Cri, 2008, p. 67-88.

2.- L'article 121 bis du Code pénal belge punit « quiconque aura méchamment, par la dénonciation d'un fait réel ou imaginaire, exposé une personne quelconque aux recherches, poursuite ou rigueurs de l'ennemi ». Arrêté-loi relatif aux crimes et délits contre la sûreté de l'État, *Pasinomie*, 8 avril 1917, p. 13-14.

3.- X. Rousseaux et L. van Ypersele, *op. cit.*, p. 143-145 ; Jos Monballyu, *Slechte Belgen ! De repressie van het incivisme na de Eerste Wereldoorlog door het Hof van Assisen van Brabant*, Brussel, Algemeen Rijksarchief, 2011, p. 35-48 ; Michel Deckers, « De strafrechtelijke vervolging van het aktivisme : het wettelijk kader », *Wetenschappelijke Tijdingen*, 2002, n° 61/4, p. 156-178.

aux autres inciviques, les dénonciateurs sont donc habituellement convoqués devant des tribunaux inférieurs⁴.

En second lieu, la nature de l'infraction (la dénonciation), est elle-même spécifique. Bien qu'étant classée comme « crimes et délits contre la sûreté de l'État » la partie lésée dans les affaires de dénonciation à l'ennemi est un autre citoyen belge, et non l'État belge comme c'est le cas pour l'activisme, l'espionnage ou le trafic avec l'ennemi. Par conséquent, un individu soupçonné d'être un dénonciateur est toujours opposé à un plaignant, transformant ainsi l'enquête en un conflit entre deux parties. La justice doit donc finalement décider quelle version des faits elle soutiendra, et ce, presque toujours en l'absence de preuves indiscutables ou d'indices matériels permettant de prouver l'innocence ou la culpabilité du suspect.

Dans la plupart des cas de dénonciation à l'ennemi les deux parties se connaissent. Les dénonciations surviennent souvent entre membres d'une même famille, entre voisins ou collègues, ou encore entre propriétaires et locataires. Les dénonciations faites par des « dénonciateurs professionnels » font figure d'exceptions. Les citoyens sont alors dénoncés par un individu qu'ils ne connaissent pas, mais qui a été employé par l'occupant allemand, principalement pour arrêter les contrebandiers et les usuriers. Il ne s'agit donc pas de dénonciations spontanées mais de dénonciations encouragées par l'employeur. Ces dénonciateurs professionnels procèdent généralement à plusieurs dénonciations en un court laps de temps et sont clairement payés ou récompensés pour le service rendu. Ils sont souvent Allemands ou Belges d'origine allemande essayant d'échapper au service militaire obligatoire au sein de l'armée allemande en s'engageant ainsi avec l'occupant⁵.

En dehors des cas de dénonciations par des dénonciateurs professionnels, le fait que le suspect et la victime se connaissent influence la manière dont la justice belge entame après l'occupation une procédure à l'encontre d'une personne soupçonnée de dénonciation. Les enquêtes peuvent être lancées à la suite d'une plainte, soit par une lettre directement adressée au Procureur soit par un procès-verbal enregistré par la police locale ou la gendarmerie nationale. Le système judiciaire belge peut également ouvrir une enquête de sa propre initiative, pour peu que l'on trouve des preuves à l'encontre des suspects (par exemple,

4.- Paul Cassiers, François Debroux et John Gilissen, *Crimes et délits contre la sûreté de l'État*, Bruxelles, Larcier, 1967, p. 249-260 ; Joseph Dautricourt, *La trahison par collaboration avec l'ennemi occupant le territoire national*, Bruxelles, Larcier, 1945, p. 200-205.

5.- Ces dénonciateurs professionnels présentent de nombreuses similarités avec les Belges actifs dans le contre-espionnage allemand : voir la contribution de Mélanie Bost et Élise Rezsöhazi dans ce volume. Voir aussi : Mélanie Bost, Xavier Rousseaux et Stanislas Horvat, « Les espions civils au service de l'ennemi au prisme de la justice militaire belge : l'autre versant de la guerre de l'ombre (1914-1920) », *Revue belge d'Histoire contemporaine*, 2014, n° 2/3, p. 37-75 ; Antoon Vrints, « De "Klippen des Nationalismus". De Eerste Wereldoorlog en de ondergang van de Duitse kolonie in Antwerpen », *Cahiers d'histoire du Temps présent*, 2002, n° 10, p. 18 ; Laurence Bernard, « La cour militaire et l'incivisme », dans Guillaume Baclin, Laurence Bernard et Xavier Rousseaux (éds), *En première ligne. La justice militaire belge face à « l'incivisme » au sortir de la Première Guerre mondiale*, Bruxelles, Archives Générales du Royaume, 2010, p. 115-203.

une lettre de dénonciation ou une liste d'employés au service de l'occupant) ou encore grâce aux informations collectées lors d'une autre enquête. La police ou un commandant de la ville dresse parfois un procès-verbal afin d'ouvrir une enquête de sa propre initiative sur la base d'une simple rumeur publique. Sur un corpus composé de 158 affaires de dénonciation à l'ennemi provenant de l'arrondissement judiciaire d'Anvers⁶, le tableau suivant [Fig. 1] montre le moyen par lequel l'affaire est parvenue au parquet.

	Dénonciateurs non-professionnels	Dénonciateurs professionnels	Total
Lettre de plainte	49 (44 %)	10 (22 %)	59 (37 %)
Plainte à la police/gendarmerie	42 (38 %)	13 (28 %)	55 (35 %)
Pièce à conviction	14 (12 %)	16 (35 %)	30 (19 %)
« Rumeur publique »	2 (2 %)	4 (9 %)	6 (4 %)
Autres recherches	2 (2 %)	0 (0 %)	2 (1 %)
Source inconnue	3 (3 %)	3 (7 %)	6 (4 %)
Total	112	46	158

[Fig. 1] Classification des affaires de dénonciations selon le moyen par lequel l'affaire est parvenue au parquet, sur la base de 158 affaires de dénonciation dans l'arrondissement judiciaire d'Anvers, 1918-1919.

Sur l'ensemble du corpus, près de trois cas sur quatre ont commencé par une plainte (lettre de plainte ou dépôt de plainte). Dans la mesure où les affaires à l'encontre des dénonciateurs professionnels sont généralement initiées par la justice (avec des charges fondées sur des preuves incriminantes), la proportion d'affaires révélées par une plainte est encore plus élevée (82 %) si l'on ne prend pas en considération celles contre les dénonciateurs professionnels.

Les plaintes constituent donc généralement le point de départ de l'enquête judiciaire, dans un processus allant « de haut en bas ». L'un des plaignants indique ainsi qu'il a décidé de porter plainte contre la personne l'ayant dénoncé après avoir lu un article dans le journal incitant les citoyens à de telles dénonciations⁷. Une mesure législative prise après l'occupation encourage du reste la population à porter plainte contre les personnes soupçonnées d'être des « inciviques » : la loi du 11 octobre 1919 adapte ainsi l'article 443 du Code

6.- Cette analyse se limite à l'arrondissement judiciaire d'Anvers, du fait de la disponibilité des sources pour l'ensemble des étapes de la chaîne judiciaire. Ces 158 dossiers comprennent 50 affaires classées par le Procureur, 47 affaires classées par le Magistrat instructeur, 38 affaires jugées par le Tribunal correctionnel de première instance, et 38 affaires renvoyées en appel par la Cour d'appel de Bruxelles. Sources : Archives de l'État - Beveren (AEB), Parquet du Procureur du Roi d'Anvers (PPR), R527, n° 138-141 ; AEB, PPR, R600, n° 6053-6058 ; AEB, Tribunal correctionnel de première instance d'Anvers (TC), R20, n° 1-548 ; Archives générales du Royaume 2 (AGR2), Cour d'appel de Bruxelles (CA), Dossiers délits de dénonciation.

7.- AGR2, CA, Affaire contre Gérard D., Maurice V. et Henri S., Lettre de plainte C. De J., 12/12/1918.

pénal belge – qui tenait pour illégales la diffamation et la calomnie par plainte – par l'ajout d'un alinéa protégeant les plaignants des accusations de diffamation et de calomnie de la part des personnes soupçonnées d'être des inciviques (et par conséquent protégeant les plaignants de l'application de l'article 443), si les chefs d'accusations de la plainte initiale sont réputés infondés⁸. Les citoyens belges sont donc encouragés à porter plainte contre les dénonciateurs, la justice belge faisant appel à leur devoir civique pour poursuivre en justice les individus dénonciateurs lors de l'occupation.

Cette contribution se concentre sur les plaintes, primordiales dans les affaires de dénonciation à l'ennemi, et sur le premier contact entre le plaignant et la justice belge. L'analyse portera d'abord sur les attentes du plaignant : quelles sont les demandes des citoyens lorsqu'ils portent plainte pour la première fois, et jusqu'à quel point reçoivent-ils des réponses à ces attentes ? L'analyse portera ensuite sur les stratégies, parfois explicites mais souvent implicites, employées par les plaignants pour renforcer la portée de leur plainte : comment essayent-ils de convaincre la justice de leur droiture morale ?

Les attentes des plaignants

Qu'attendent les plaignants de la justice belge en portant plainte contre un dénonciateur ? Comment expriment-ils ces attentes ? Sur les 114 affaires du corpus ayant commencé par une plainte, c'est dans les lettres que les attentes des plaignants apparaissent le mieux. Elles apparaissent moins dans les procès-verbaux des interrogatoires de police ou de gendarmerie, probablement parce qu'elles n'ont alors pas été enregistrées, n'étant peut-être pas jugées suffisamment pertinentes par l'officier rédigeant le procès-verbal. Ainsi dans 62 affaires, les attentes des plaignants n'apparaissent pas explicitement. Dans les autres, les attentes des autres plaignants se divisent en trois catégories : 45 plaignants demandent explicitement des poursuites judiciaires à l'encontre du dénonciateur soupçonné, 16 espèrent recevoir une compensation financière, 10 enfin attribuent à la plainte un rôle d'échappatoire émotionnelle face au sentiment d'indignation causé par l'occupation⁹.

Les plaignants ne décrivent pas cette réalité de manière neutre. Ils construisent un récit personnel qui sert au mieux leurs intérêts, mettant l'accent sur certains points et en omettant d'autres, ajoutant des anecdotes ou des éléments fictifs à leurs récits pour peu que cela leur permette d'atteindre leurs objectifs. Dans leur subjectivité, ces lettres sont des sources de première importance, qui donnent

8.- Lawrence Van Haecke, *Repressie en epuratie. De bescherming van de uitwendige veiligheid van de staat als politiek-juridisch probleem tijdens de Belgische regimerecrisis*, Gent, Thèse dactylographiée, 2014, p. 485-487.

9.- Chiffres fondés sur 114 plaintes de 158 affaires de dénonciation à l'ennemi. Dans 13 lettres de plainte, l'auteur fait part de deux attentes ; dans 3 lettres de plainte, l'auteur fait part de trois attentes, ce qui explique le total élevé.

un aperçu de la manière dont les plaignants créent leurs récits en fonction des objectifs qui les animent¹⁰.

L'attente de poursuites judiciaires

Majoritairement, les plaignants expriment la volonté de voir leur dénonciateur poursuivi en justice. Dans son livre sur la France à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, Megan Koreman identifie l'attente de la justice comme le désir de faire respecter « par tout un chacun les lois écrites et coutumières de l'État ainsi que les codes de la communauté »¹¹.

Dans ce cadre, les plaignants recourent à des formules stéréotypées pour commencer et terminer leurs lettres de plainte. Ludovica Van S. porte plainte auprès du Procureur contre son ancienne bonne Sidonia J. qu'elle accuse de l'avoir dénoncée à la *Kommandantur* allemande d'Anvers pour avoir caché du cuivre derrière un faux mur dans son salon. Le cuivre, comme le caoutchouc ou la laine, était réquisitionné par l'armée allemande notamment dans la deuxième moitié de l'occupation¹² ; il était dès lors courant de cacher chez soi ce type de biens, ce qui a fait l'objet de nombreuses dénonciations à l'ennemi. En l'occurrence, Van S. affirme que la seule personne qui savait où elle avait caché le cuivre était la bonne. Lorsque les soldats allemands ont fouillé la maison, ils se sont directement dirigés vers la cachette : elle a alors su qui l'avait dénoncée. Après l'occupation, Van S. commence sa lettre de plainte par les mots suivants : « Après avoir mûrement réfléchi, je pense qu'il est de mon devoir de vous faire part de mon histoire, et de vous laisser juger si une enquête doit être lancée¹³. » Sidonia J. est condamnée à huit mois d'emprisonnement, mais elle est acquittée en Cour d'appel grâce à plusieurs témoignages en sa faveur.

Demander des poursuites judiciaires peut aussi être un moyen de régler des comptes avec un dénonciateur ou de restaurer une réputation salie. L'officier de police Joseph B. était chargé de surveiller un stock de charbon pour une usine sous contrôle allemand à Anvers lorsqu'une partie du charbon fut volée. La responsable de l'usine, Julia W. accusa Joseph B. d'être complice du vol et le dénonça à l'occupant. Après l'occupation, l'officier de police écrit une lettre de plainte à ses supérieurs, soulignant son innocence dans cette affaire : « Je vous en supplie, arrêtez cette femme pour m'avoir dénoncé à l'ennemi avec de fausses allégations et avec l'intention de me faire condamner par le tribunal. » Joseph B. explique qu'il souhaite la voir punie par la justice « car ces allégations [l'ont] décrédibilisé vis-à-vis de [ses] supérieurs¹⁴. » De toute évidence, l'officier de police s'inquiète avant tout pour sa réputation, en mettant l'accent sur son

10.- Nathalie Zemon Davis, *Fiction in the archives : pardon tales and their tellers in sixteenth-century France*, Stanford, Stanford University Press, 1987.

11.- Megan Koreman, *The expectation of justice. France, 1944-1946*, London, Duke University Press, 1999, p. 5 [traduction de l'auteur].

12.- Sophie De Schaepdrijver, *De Groote Oorlog. Het Koninkrijk België tijdens de Eerste Wereldoorlog*, Amsterdam, Atlas, 1997, p. 216-217 ; Larry Zuckerman, *The rape of Belgium. The untold story of World War I*, New York, New York University Press, 2004, p. 142-143.

13.- AGR2, CA, Affaire contre Sidonia J., Lettre de plainte Ludovica Van S., 13/3/1919.

14.- AEB, PPR, R527, n° 141, Affaire contre Julia W., Lettre de plainte Joseph B., 10/12/1918.

innocence et en écrivant à ses supérieurs et non directement au Procureur. Demander des poursuites judiciaires à l'encontre du dénonciateur est alors pour lui un moyen de sauver son honneur¹⁵.

Dans une autre affaire, Hendrik S. affirme avoir été publiquement accusé d'avoir dénoncé son voisin pendant l'occupation. Dans une lettre au Procureur, il porte plainte et nie expressément avoir dénoncé qui que ce soit : « Il a été dit que je faisais des affaires avec les Allemands, moi, qui a été forcé d'aller en Allemagne, du 10 novembre 1916 au 27 mars 1917, qui mourait de faim et qu'ils ont presque battu à mort. » S. demande explicitement à ce que ceux qui l'ont accusé publiquement de dénonciation soient poursuivis en justice afin de protéger son statut social : « Que dois-je faire pour poursuivre cette femme en justice pour m'avoir volé ma dignité et ma réputation¹⁶ ? » Lors de l'enquête qui suit, S. justifie son innocence et les charges contre lui sont abandonnées. Ces exemples montrent que certains plaignants engagent une action en justice pour corriger publiquement leur réputation.

L'attente d'une compensation financière

Les plaignants peuvent également avoir recours au système judiciaire pour obtenir une justice sociale. Koreman définit la justice sociale comme l'action de « tendre vers une distribution équitable des biens parmi les membres d'une communauté » ; mais il peut s'agir aussi d'une compensation financière lorsque quelqu'un interfère avec la distribution équitable de biens rares au moyen d'une dénonciation ayant entraîné des dommages matériels pour la personne dénoncée¹⁷. Cette attente apparaît 16 fois sur 114 plaintes. La demande de compensation financière s'explique en partie par le caractère matériel de nombreuses dénonciations pendant l'occupation. Les exemples évoqués plus haut montrent la fréquence des dénonciations pour dissimulation de biens en principe réquisitionnés par l'occupant. Toutefois, les dénonciations visent également les contrebandiers, les usuriers ou encore les individus ayant volé l'armée allemande (c'est notamment le fait des dénonciateurs professionnels embauchés par l'armée allemande). Il n'est donc pas surprenant que les plaignants aient recours à la justice pour rectifier ce qu'ils perçoivent comme une injustice matérielle, en demandant une compensation financière pour les dommages subis, et ce, sous différentes formes.

Dans la majorité des cas, les plaignants joignaient à leurs accusations une demande de compensation financière pour dommages matériels résultant de la dénonciation. Frans Van R. affirme ainsi avoir été dénoncé par un commerçant concurrent pour avoir vendu de la laine et des rondins de bois à des prix excessifs. Il termine sa lettre en demandant « s'il existe un moyen de le poursuivre en justice et de le faire payer pour les dommages causés par cette dénonciation ». Même si le dénonciateur est déclaré coupable et condamné à une amende de

15.- Antoon Vrints, *Het theater van de straat. Publiek geweld in Antwerpen tijdens de eerste helft van de twintigste eeuw*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2011, p. 74-78.

16.- AEB, PPR, R527, n° 139, Affaire contre Celestina I., Lettre de plainte Hendrik S., 11/4/1919.

17.- M. Koreman, *op. cit.*, p. 6.

500 francs, rien ne prouve que Frans Van R. a reçu une compensation¹⁸. Il en va de même pour Fritz P., qui accuse ses deux belles-sœurs de l'avoir dénoncé à l'armée allemande pour avoir caché du cuivre dans son jardin. Il explique :

« Lorsque les Allemands ont récupéré le cuivre qui leur avait été signalé, ils ont également trouvé de l'étain et davantage de cuivre, y compris des outils qui m'étaient très précieux. Je demande donc à être entièrement indemnisé pour le cuivre, l'étain et les outils, et je demande également une enquête pour savoir qui a volé mes biens, et veiller à ce que ces derniers me soient si possible rendus, ou alors que je sois entièrement indemnisé. »

Le procureur abandonne finalement les charges et le plaignant n'a pas reçu d'indemnisation¹⁹.

La compensation financière réclamée par les plaignants n'était pas toujours fondée sur des pertes financières. Jan Frans Van C. a été condamné par l'armée allemande pour abattage illégal de bétail sur son exploitation. Van C. a toujours soupçonné deux de ses voisins de l'avoir dénoncé. Selon lui, ils étaient très proches de l'occupant :

« Tout le monde savait dans le quartier que ces deux personnes entretenaient de bonnes relations avec les Allemands dans notre village. Les dommages que j'ai subis, sur le plan moral et matériel, sont considérables ! J'ai été emprisonné le 15 janvier 1917, et acquitté seulement le 15 février 1917, après avoir payé une amende de 900 marks. De plus, après cet incident j'ai dû consulter un médecin pendant un an car j'étais incapable de faire du commerce, et tout cela pour le plus grand plaisir de D. et de sa femme. »

Cette affaire est finalement classée sans suite et n'a donc jamais répondu aux attentes du plaignant²⁰.

L'attente d'un exutoire émotionnel

Le recours à la justice peut également avoir une fin plus émotionnelle. La fin de l'occupation a permis à chacun d'exprimer ce qu'ils avaient sur le cœur ; l'Armistice a donné à chacun la possibilité de porter plainte. Une lecture attentive des plaintes contre les dénonciateurs montre que ces plaintes traduisent pour certains plaignants (10 sur un total de 114 plaignants) un véritable besoin émotionnel.

On le constate dans la lettre écrite par H. S., instituteur à Boechout, une petite ville près d'Anvers. H. S. accuse le maire d'avoir eu à de nombreuses reprises des comportements inappropriés envers l'occupant. Il affirme par exemple qu'en septembre 1914, à l'approche des troupes allemandes, le maire a fui la ville au lieu de rester avec les autres villageois. De plus, le maire se serait

18.- AEB, TC, R20, n° 284, Affaire contre Frans Van Der W., Lettre de plainte Frans Van R., 30/12/1918.

19.- AEB, PPR, R527, n° 139, Affaire contre Laura J. et Marcelina J., Lettre de plainte Fritz P., 20/2/1919.

20.- AEB, PPR, R600, n° 6055, Affaire contre Adrianus D. et Joanna Van D., Lettre de plainte Frans Van C., 23/9/1919.

incliné profondément lors de sa rencontre avec de hauts officiers allemands, il aurait interdit aux enfants de chanter des « chants patriotiques », « bien que les Allemands n'aient jamais fait de remarques ». Il accuse également le maire de l'avoir dénoncé pour avoir caché des matelas, par la suite stockés à la mairie. À la fin de sa longue lettre, H. S. écrit :

« Si de tels hypocrites peuvent devenir maires, je plains notre patrie. [...] Si seulement les gens osaient parler, mais ils ont peur de l'autorité toute-puissante du maire. Personnellement, je continuerai de l'accuser. J'ai trop longtemps enduré ces comportements lâches lors de l'occupation²¹. »

Dans une autre lettre, qui présente de nombreuses similarités, un plaignant accuse le maire de Lint d'avoir aidé l'occupant à réquisitionner la nourriture des habitants de la ville. Il commence sa lettre par : « J'ai attendu pendant longtemps, avec patience, que l'ennemi se replie afin de porter plainte contre le maire de Lint, August De R²². »

Les plaignants conçoivent leurs plaintes comme un moyen de se débarrasser d'un sentiment d'injustice. Ce sentiment d'injustice est d'autant plus fort que ce sont des citoyens investis d'une fonction publique (maire, policier...) qui sont mis en cause et le soulagement ressenti est d'autant plus intense que les plaignants peuvent enfin condamner ouvertement le comportement de ces citoyens jouissant d'une certaine autorité ou d'un rang social élevé.

Il semble cependant que les personnes ayant pratiqué la dénonciation dans le cadre de leurs fonctions sous l'occupation n'aient pas été poursuivies après la guerre. Sur 158 affaires de dénonciations examinées, seulement quatre mettent en cause des maires et deux des policiers. Les charges sont abandonnées, sauf dans le cas d'un policier qui a rejoint la police allemande sous l'occupation en tant que dénonciateur professionnel et qui est condamné à un an de prison²³. Lorsque des maires sont accusés de dénonciation, ils affirment que leur position de médiateur entre la population belge et l'occupant allemand les obligeait à coopérer avec ce dernier. La justice belge a sans doute été sensible à cet argument. Parmi les cas examinés, aucun des maires soupçonnés n'a été poursuivi en justice, encore moins condamné à une peine de prison. Cependant, des procédures non-judiciaires sont rapidement mises en place après l'occupation pour punir les maires accusés de dénonciation et la justice préfère avoir recours à ce type de procédés plutôt qu'à de longues et difficiles procédures judiciaires²⁴.

21.- AEB, PPR, R600, n° 6058, Affaire contre Karel B., Lettre de plainte H. S., 14/5/1919.

22.- AEB, TC, R20, n° 108, Affaire contre August De R., Lettre de plainte Alphonse Van Den E., 16/1/1919.

23.- AGR2, CA, Affaire contre Camiel De C., arrêt du 25/8/1919.

24.- Voir la contribution de Jan Naert dans ce volume ; Jan Naert, « De administratieve zuivering van burgemeesters in de provincie Antwerpen na de Eerste Wereldoorlog (1918-1921) », *Vlaamse Stam*, 2015, 50, 1, p. 23-32 ; Jan Naert, « Burgemeesters en activisme tijdens en na Wereldoorlog I (1914-1921) », *Wetenschappelijke Tijdingen*, 2015, n° 75/3, p. 220-257.

Les stratégies discursives des plaignants

Les dossiers de plaintes pour dénonciation à l'ennemi montrent qu'il est difficile pour les magistrats de déterminer l'innocence ou la culpabilité du suspect mis en cause. Moins de 20 % des enquêtes ici examinées sont lancées en présence de pièces à conviction à l'encontre du suspect ; les preuves concrètes ou même les indices de culpabilité ou d'innocence du suspect sont rares. L'issue des enquêtes dépend alors largement des témoignages des plaignants, des accusés et des témoins ; leur argumentation respective devient un élément décisif. Les plaignants développent alors des stratégies pour accroître leur crédibilité personnelle et la légitimité de leur plainte. Ils tentent même de manière active et explicite de contrôler leur image auprès des enquêteurs ou des magistrats afin d'augmenter leurs chances d'atteindre leur objectif. En dressant un portrait flatteur d'eux-mêmes, en mettant l'accent sur leur patriotisme et sur le sacrifice enduré pendant l'occupation, ils cherchent à renvoyer une image positive. Certains plaignants mentionnaient brièvement le fait qu'ils considèrent de leur devoir de porter plainte. Leon W. commence ainsi sa lettre adressée au procureur d'Anvers :

« Je considère de mon devoir de citoyen de vous informer des événements suivants. J'apprends chaque jour que grâce à vos soins des anciens agents allemands sont emprisonnés, et je souhaite avec cette lettre vous faire part d'un cas similaire²⁵. »

D'autres comme Jan Frans Van C., précédemment évoqué et qui a été dénoncé par ses voisins pour abattage illégal, revendique plus fermement son patriotisme, tout en fondant son image sur le patriotisme d'un proche :

« Tous savaient que je n'ai personnellement jamais toléré quoi que ce soit de la part des Allemands. J'ai également l'honneur d'être le beau-frère de Jos Jaspers, qu'ils ont exécuté à Anvers²⁶. »

D'autres encore soulignent leur supériorité morale et leur sacrifice personnel sous l'occupation sans recourir à des termes patriotiques et moraux. Louis B. écrit qu'il a été dénoncé pour avoir caché du caoutchouc et il termine ainsi sa lettre :

« Messieurs, j'espère qu'à présent vous êtes au courant de cette affaire, qu'ils ne s'en sortiront pas libres, pour tout ce que j'ai réussi à cacher aux ennemis pendant quatre longues années, avec courage et sacrifice, et qui leur a ensuite été livré à cause de ces malfaiteurs²⁷. »

Ainsi, selon les plaignants, se présenter comme un véritable patriote ou comme une victime de l'occupation doit venir consolider la plainte.

25.- AEB, PPR, R527, n° 141, Affaire contre Gaston S., Lettre de plainte Leon W., 29/11/1918.

26.- AEB, PPR, R600, n° 6055, Affaire contre Adrianus D. et Joanna Van D., Lettre de plainte Frans Van C., 23/9/1919.

27.- AGR2, CA, Affaire contre Corneel K et Maria B., Lettre de plainte Louis B., 5/12/1918.

À l'inverse, les plaignants veillent aussi à ne pas faire mauvaise impression aux enquêteurs, ce qui pourrait fragiliser la légitimité de leur cause. Certains récusent alors ouvertement que l'opportunisme et la rancœur personnelle puissent être à l'origine de leur motivation. Après avoir accusé ses voisins de l'avoir dénoncée, Alice D. achève sa lettre par ces mots : « Je n'écris pas cette lettre pour faire part de ma rancœur personnelle à leur égard²⁸. » De la même manière, Leon W. espère que le Procureur « n'a pas une mauvaise opinion » de lui à cause de sa plainte²⁹. Ces exemples montrent que les plaignants veulent éviter de paraître rancuniers, mais aussi qu'ils tiennent à dissocier leur démarche des actes commis par le dénonciateur. Gustaaf F. indique qu'il a attendu que les autorités belges reprennent le pouvoir pour porter plainte, contrairement à la personne l'ayant dénoncé à l'occupant³⁰. Ces commentaires attestent de la crainte des plaignants que le système judiciaire ne leur attribue des motivations égoïstes : cela les associerait aux dénonciateurs contre lesquels ils s'élèvent et affaiblirait la légitimité de leur plainte³¹.

Conclusion :

changement de rôles suite à la Première Guerre mondiale ?

Dénonciateurs sous l'occupation et plaignants de l'après-guerre peuvent être considérés comme des usagers des institutions judiciaires belges, bien que ce soit à des périodes et dans des contextes bien distincts, auprès de tribunaux différents. Au-delà des contextes politiques et sociaux complètement différents dans lesquels ces pratiques se déroulent, il reste que ces pratiques sont en réalité très similaires.

Selon la perspective développée notamment par Martin Dinges, dénonciateurs et plaignants ont recours aux institutions judiciaires à leur disposition d'une manière qui correspond non pas aux objectifs de ces dernières, mais à leurs propres fins³². Les attentes des plaignants révèlent ainsi clairement qu'ils

28.- AEB, TC, R20, n° 262, Affaire contre Léonie C. et Catharina V., Lettre de plainte Alice D., 27/11/1918.

29.- AEB, PPR, R527, n° 141, Affaire contre Gaston S., Lettre de plainte Leon W., 29/11/1918.

30.- AGR2, CA, Affaire contre Eugénie Van L., PV Police de Niel, 30/12/1918.

31.- Concernant les motivations des dénonciateurs dans d'autres contextes, voir par exemple : Robert Gellately, « Denunciations in twentieth-century Germany : aspects of self-policing in the Third Reich and the German Democratic Republic », *Journal of Modern History*, 1996, n° 68/4, p. 943-945 ; Sheila Fitzpatrick et Robert Gellately, « Introduction to the practices of denunciation in modern European history », *Journal of Modern History*, 1996, n° 68/4, p. 750-751. Liard Boswell soutient que les plaintes contre des individus jugés peu patriotes avaient un effet perturbateur sur les structures sociales des communautés locales en Alsace-Lorraine : Liard Boswell, « From Liberation to Purge Trials in the "mythic provinces" : Recasting French identities in Alsace and Lorraine, 1918-1920 », *French Historical Studies*, 2000, n° 23/1, p. 129-162.

32.- Martin Dinges, « The uses of justice as a form of social control in early modern Europe », dans H. Roodenburg et P. Spierenburg (éds), *Social control in Europe, 1500-1800*, Columbus, Ohio State University Press, 2004, p. 159-175 ; Martin Dinges, *Der Maurermeister und der Finanzrichter : Ehre, Geld und soziale Kontrolle im Paris des 18. Jahrhunderts*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1994.

sont nombreux à porter plainte avec comme objectif explicite de voir leur dénonciateur puni, de recevoir une indemnité, de restaurer leur réputation aux yeux de leurs supérieurs et de leur entourage social en général, ou qu'ils utilisent la justice comme un exutoire émotionnel. Certains plaignants sont portés par plusieurs de ces attentes.

Si les pratiques de dénonciation à l'ennemi ou de plainte après l'occupation, analysées séparément, présentent des similarités, une question demeure : peut-on considérer qu'un changement de rôles entre le dénonciateur et le plaignant a lieu à la fin de l'occupation allemande ? À mesure que le contexte sociopolitique change, les dénonciateurs se transforment en accusés, principalement sous l'action de leurs anciennes cibles ; dans le même temps, les personnes dénoncées ont recours à la justice pour porter plainte contre leurs anciens accusateurs. Après l'Armistice, on assiste ainsi à une inversion des rôles entre dénonciateurs et plaignants. Il faut toutefois affiner cette conclusion. Les plaignants cherchent délibérément à contrôler leur image auprès des enquêteurs, et ils tentent de se présenter comme les pendants éthiques et moraux des dénonciateurs. Ils craignent manifestement que leur propre pratique soit mal vue et que la vengeance soit perçue comme leur seule motivation, au point de devoir s'en défendre. Il faut en conclure que, dans l'esprit des plaignants du moins, l'inversion des rôles n'est pas totale : ils considèrent leur propre pratique comme un recours à la justice légitime, ce qui doit dissocier clairement leur pratique de celles contre lesquelles ils portaient plainte.